

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 30 novembre 2022**  
(Convocation du 24 novembre 2022)

Aujourd'hui, le 30 novembre 2022 à 15h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	8
• Voix	8
<b>Présents</b>	
• Nombre	3
• Voix	3
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b>	
• Nombre	3
• Voix	3
<b>Contre</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
<b>Abstention</b>	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Paul Carrère

Étaient excusés :

M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre



**OBJET : Conventions - Administration finances - Convention de mise à disposition de moyens avec le syndicat du Midou et de la Douze**

**Exposé des motifs :**

La stratégie d'organisation des compétences de l'eau (SOCLE) met en avant la tendance souhaitée d'une structuration à l'échelle du bassin versant des syndicats de rivières dimensionnés à l'échelle des sous-bassins. Par ailleurs, dans cette même stratégie, les établissements publics territoriaux de bassins, dimensionnés à l'échelle du bassin versant intégral, se voient fléchés sur différents types de missions : les missions prioritaires à l'échelle du bassin, les missions exercées en subsidiarité (sur les territoires où il n'existe pas de syndicats en capacité de le faire) et les missions exercées par exercées par transfert ou délégation de compétences. Parmi les missions prioritaires, figure la mutualisation de moyens techniques et administratifs :

« L'EPTB peut également jouer un rôle dans la mutualisation de moyens techniques et administratifs (exemples : expertise, cartographie SIG, ingénierie financière et marchés...) pour le compte de ses membres et des parties prenantes de la gestion du grand cycle de l'eau ».

L'établissement public territorial du bassin (EPTB) de l'Adour, l'Institution Adour, apparaît dès lors pour plusieurs syndicats comme l'acteur chef de file de l'organisation et de la gestion du grand cycle de l'eau et comme disposant d'un personnel administratif spécialisé dans le domaine d'intervention de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques.

En octobre 2018, le syndicat du Midou et de la Douze et l'Institution Adour avaient délibéré (délibération n°08-2018 en date du 10 octobre 2018 pour le syndicat du Midou et de la Douze, délibération n°CS89\_2018 du 31 octobre 2018 pour l'Institution Adour) en vue d'établir une convention de mise à disposition de moyens (locaux, moyens matériels, moyens humains, logiciels et autres plateformes) de l'Institution Adour à destination du syndicat.

Après 4 ans de conventionnement, cette mise à disposition de services répond parfaitement aux objectifs de mutualisation tant sur le plan de la rationalisation des coûts de fonctionnement que sur le plan technico-administratif.

Cette convention arrivant à échéance le 31 décembre 2022, il convient aujourd'hui de la renouveler.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.5111-1,  
Vu les statuts en vigueur du syndicat du Midou et de la Douze,  
Vu les statuts en vigueur de l'Institution Adour,  
Vu le projet de convention de mise à disposition de moyens de l'Institution Adour vers le syndicat du Midou et de la Douze, joint à la présente délibération,  
Considérant l'arrivée à échéance de la précédente convention et la volonté conjointe des deux structures de poursuivre la mise à disposition,

**LE BUREAU**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- d'approuver les termes de la convention à intervenir avec le syndicat du Midou et de la Douze pour la mise à disposition de moyens par l'Institution Adour, telle que ci-annexée,
- d'autoriser le président à la signer,



- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

## Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 30 novembre 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE



**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



**SYNDICAT  
DU MIDOU  
ET DE LA DOUZE**

## CONVENTION

**Mise à disposition de moyens**

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, identifiée au répertoire Sirene sous le numéro SIRET 254 002 264 00060, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° AAA\_X\_NN en date du 30 novembre 2022, ci-après dénommée : **l'EPTB**

**Et :**

Le syndicat du Midou et de la Douze, syndicat mixte fermé, identifié au répertoire Sirene sous le numéro SIRET 200 043 511 00019, domicilié au 575 avenue du Maréchal Foch- 40003 Mont-de-Marsan cedex, représenté par son président, Antoine Lequertier, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° XXX en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommé : le **Syndicat**

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.5111-1 ;

VU le code de l'environnement ;

Vu les statuts de l'Institution Adour arrêtés par arrêté interpréfectoral en date du 21 septembre 2022 et ceux du syndicat du Midou et de la Douze arrêtés par arrêté préfectoral en date du 19 décembre 2013 ;

Vu la stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau (SOCLE) arrêtée par le préfet coordonnateur de bassin Adour-Garonne en date du 21 décembre 2017,

VU la délibération n° ..... en date du 30 novembre 2022 de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

VU la délibération n° ..... en date du ..... du comité syndical du syndicat du Midou et de la Douze approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Considérant le caractère complémentaire des missions confiées à l'Institution Adour en tant qu'établissement public territorial de bassin (EPTB) et au Syndicat du Midou et de la Douze en tant que syndicat de rivière intervenant à l'échelle des sous-bassins versants Midou aval et Douze aval,

Considérant la nécessité d'assurer la cohérence des interventions dans le périmètre commun de compétences des structures concernant la gestion de l'espace rivière sur le bassin de l'Adour et plus largement la gestion durable de l'eau,

Considérant les missions confiées par le code de l'environnement aux établissements publics territoriaux de bassin et le rôle de chef de file de l'Institution Adour,

Considérant les missions prioritaires pour les EPTB sur le bassin Adour-Garonne identifiées dans la stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau (SOCLE) parmi lesquelles figure la mutualisation de moyens techniques et administratifs,





## IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

### Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet, dans un souci de bonne organisation et de rationalisation des services, de fixer les engagements réciproques des parties permettant au Syndicat d'exercer ses missions.

### Article 2. Mise à disposition de locaux et de matériels par l'EPTB

Pour permettre au Syndicat de poursuivre ses objectifs, l'EPTB met à disposition du syndicat un local à usage de bureau sis au siège de l'EPTB, 38 rue Victor Hugo à Mont-de-Marsan, une salle de réunion équipée d'un système de visio conférence, et les moyens informatiques nécessaires au bon accomplissement des missions techniques et administratives.

### Article 3. Mise à disposition de moyens humains par l'EPTB

L'EPTB met à la disposition du Syndicat les moyens humains nécessaires à son bon fonctionnement. Cette mise à disposition concerne les agents de l'EPTB employés au service administratif et financier travaillant pour le compte du Syndicat :

- Secrétariat général (courriers, instances, délibérations, standard téléphonique...)
- Gestion des ressources humaines
- Gestion financière
- Commande publique
- Veille juridique
- Assistant DPO

### Article 4. Mise à disposition de logiciels et autres plateformes par l'EPTB

Pour permettre au Syndicat de poursuivre ses objectifs, l'EPTB met à sa disposition les logiciels suivants :

- Civil : logiciel de comptabilité
- Afi : logiciel de paye
- Eurécia : logiciel de gestion de temps et suivi d'activité

Le Syndicat devra quant à lui se doter de ses propres certificats de signatures électroniques nécessaires au fonctionnement de ces logiciels.

De plus pour bénéficier des services de maintenance inhérents aux outils précités, il devra adhérer à l'Agence landaise pour l'informatique (ALPI).

### Article 5. Destination des locaux et matériels mis à disposition

Les locaux, matériels et logiciels, objets de la présente convention de mise à disposition, seront utilisés par le Syndicat à usage exclusif pour la réalisation des activités relevant de ses compétences.

### Article 6. Responsabilité - Assurances

Chaque collectivité et établissement public restera responsable, vis-à-vis des tiers, des décisions prises dans le cadre de l'exercice de ses compétences.

Chaque initiative ou décision à prendre par chacune des structures relèvera des autorités et organes qui leur sont propres.





Le Syndicat s'engage à souscrire un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile.

De son côté, l'EPTB s'engage à souscrire tout contrat d'assurance garantissant les locaux et matériels mis à disposition du Syndicat contre tout risque d'incendie, d'explosion, de vol, de foudre, de bris de glace et de dégâts des eaux. Il s'engage à ne pas se retourner contre le Syndicat au cas où de tels accidents se produiraient.

## Article 7. Impôts et taxes

---

Les impôts et taxes de toute nature relatifs aux locaux mis à disposition seront supportés par l'EPTB. Les impôts et taxes de toute nature relatifs à l'activité exercée par le Syndicat seront supportés par ce dernier.

## Article 8. Modalités financières

---

Le Syndicat remboursera à l'EPTB les frais engendrés par la mise à disposition des locaux et des moyens selon l'annexe financière jointe.

Ces remboursements seront effectués à la fin de chaque année sous forme d'appel à contribution.

L'annexe financière de la présente convention fera l'objet d'une actualisation annuelle.

## Article 9. Obligations générales du Syndicat

---

La présente mise à disposition de moyens est consentie à la condition que le Syndicat exerce personnellement et de façon continue son activité dans les locaux mis à disposition et suivant la destination prévue.

## Article 10. Durée et prise d'effet de la convention

---

La présente convention prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, et pour une durée de deux ans.

A son expiration et à défaut de résiliation anticipée à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, la mise à disposition sera reconduite automatiquement pour une durée de deux ans.

Au total la mise à disposition ne pourra pas excéder quatre ans dans le cadre de la présente convention.

## Article 11. Résiliation anticipée

---

L'une ou l'autre des deux parties pourra notifier à tout moment à l'autre partie son intention de mettre fin à la convention en respectant un préavis de six mois.

Dans tous les cas, aucune partie ne peut prétendre à une indemnisation.

Toute demande de résiliation anticipée adressée par l'une ou l'autre des parties devra être notifiée par lettre recommandée avec demande d'acté de réception.

## Article 12. Litiges

---

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Pau.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher au préalable une solution amiable au litige.

## Article 13. Modifications

---

Les modifications à la présente convention feront l'objet d'un avenant.





Fait à Mont-de-Marsan, le

**Antoine LEQUERTIER**  
Président du Syndicat du Midou et de la  
Douze

**Paul CARRÈRE**  
Président de l'Institution Adour

Liste des pièces jointes :

- Annexe : annexe financière

projet





## ANNEXE FINANCIÈRE

MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET DE MATERIELS		prix/an
Hébergement d'1 agent	Bureau, salle de réunion visio conférence	3 960,00 €
	Photocopieuse, vidéo projecteur	
	Mise à disposition ordinateur	
	Abonnement téléphone fixe + internet	
	Fournitures administratives (papier, stylos, ...)	
	Maintenance informatique et sauvegarde données	
MISE A DISPOSITION DE MOYENS HUMAINS		prix/an
Environ 12 heures par semaine (1,5 jours/semaine soit 1/3 temps soit 68 jours par an à 200 €/jour)	Secrétariat général (courriers, instances, délibérations, standard téléphonique...)	13 600,00 €
	Gestion des ressources humaines	
	Gestion financière	
	Commande publique	
	Veille juridique	
	Assistant DPO	
MISE A DISPOSITION DE LOGICIELS ET AUTRES PLATEFORMES		prix/an
<b>CIRIL</b> : logiciel de comptabilité	Mise à disposition du logiciel pour une entité	0,00 €
<b>AFI</b> : logiciel de paye	Mise à disposition pour 1 paie salarié et 1 indemnité élu	
<b>EURECIA</b> : logiciel de gestion de temps	Mise à disposition pour 1 agent	
Conformément à l'article 8 de la présente convention le SMD remboursera à l'Institution Adour le montant annuel de :		17 560,00 €

